

D'un bouclage... à l'autre

Solidarité avec Al Jazeera



Dominique Pradalié à Doha avec la FIJ le 25 juillet dernier. Photo collection SNJ

La conférence internationale sur « la liberté d'expression confrontée aux menaces », organisée conjointement par la FIJ et le Comité des droits de l'Homme du Qatar (NHRC), a réuni à Doha les 24 et 25 juillet plusieurs centaines de participants (FIJ, ONG du monde entier et associations de défense des libertés). Dans ce cadre, qui visait notamment à défendre la chaîne d'information Al Jazeera, menacée de fermeture par les quatre pays qui font pression sur le Qatar, c'est toute la conférence qui s'est déplacée à la mi-journée ce 25 juillet au siège d'Al Jazeera pour une émission spéciale en direct. Les représentants de la FIJ, et une quarantaine de journalistes en provenance des cinq continents ont pu exprimer leur solidarité.

Paris Match et le choc des photos

À la suite de la publication de photos de l'attentat de Nice, considérées comme « dégradantes » par des associations de victimes, le parquet de Paris a poursuivi courant juillet l'hebdomadaire *Paris Match* en référé afin d'obtenir le retrait des kiosques du numéro incriminé, d'une part pour « *recl de violation du secret de l'instruction* », d'autre part pour « *atteinte à la dignité des victimes* ».

Le TGI n'a pas ordonné le retrait, mais interdit toute nouvelle publication des clichés. Une nouvelle ordonnance rendue le 19 juillet a entraîné une perquisition le 1^{er} août chez l'imprimeur. *Paris Match* a décidé de faire appel de l'ordonnance de référé. Le SNJ, qui avait dénoncé dans un communiqué cette tentative de « *censure a priori* », pourrait se porter aux côtés de l'hebdomadaire, pour défendre la liberté d'informer.

Loup Bureau enfin libre



Loup Bureau venu témoigner, lors de la dernière assemblée générale de la section SNJ de France Télévisions. Photo Serge Cimino

Soulagement. Après une forte mobilisation et 51 jours de détention en Turquie, Loup Bureau a pu enfin rentrer chez lui le 17 septembre dernier. Après Olivier Bertrand et Mathias Depardon, c'est le troisième journaliste français qui « *bénéficie* » de ce régime de terreur, de la part de l'État turc. Plus de 150 journalistes kurdes et turcs sont toujours incarcérés dans ce pays, devenu la plus grande prison de journalistes au monde.

Commission de la carte : déjà les élections !

Trois ans déjà ! Le renouvellement de nos représentants à la Commission de la carte de presse (CCIJP) se déroulera au printemps 2018. Une première réunion de tous les syndicats de journalistes est prévue, avant la négociation du protocole qui fixera les échéances et le calendrier précis, avec les quatre organisations syndicales toujours

représentatives dans la branche des journalistes : le SNJ, la CGT, la CFDT et FO.

Contre l'état d'urgence permanent

Dès le mois de décembre 2015, le SNJ a été partie prenante du collectif qui s'est constitué autour de la Ligue des droits de l'Homme, regroupant une centaine de structures associatives ou syndicales, pour refuser la prolongation et la constitutionnalisation de l'état d'urgence. Le projet de loi visant à faire entrer les mesures de l'état d'urgence dans le droit commun — malgré l'efficacité toute relative de cet état d'exception — a été adopté en première lecture début octobre par l'Assemblée nationale, après un débat proche du néant. La sensibilisation des parlementaires continue, même si la plupart d'entre eux n'y a pas été très sensible, jusqu'à présent.

Mondadori : quel mépris !

Grosse ambiance chez Mondadori. Le groupe de presse magazine de Berlusconi n'en finit plus de s'illustrer socialement, mais à la direction, on se fait des petites blagues. C'est ainsi que la DRH, Fabienne Mercier de Luze, non contente de nier la souffrance des salariés, traduite dans une expertise commandée par le CHSCT, s'est fendue d'un mail ironique à une collègue, le 6 octobre, pour commenter une opération de dératation programmée dans les bureaux : « *Je suis outrée par le fait que Mondadori s'attaque si lâchement à ces petites bêtes si charmantes. Je vous envoie dès ce soir la ligue de défense des rongeurs, et saisis le CHSR (Comité d'hygiène et de sécurité des rongeurs).* » Très drôle effectivement, et plus encore puisque par mégarde, le message a été adressé à l'ensemble du personnel... Les syndicats n'ont pas manqué d'interpeller la direction sur cet incroyable bug de ressources humaines : « *Peut-on imaginer plus grand mépris ?* »



Retrouvez l'actualité du SNJ sur www.snj.fr ou suivez-nous sur Twitter @SNJ_national